

Curriculum vitae
de
Anna Maria LECIS COCCO-ORTU

e-mail : anna-maria.lecis-cocco-ortu@sciencespo-aix.fr

Mob. : 07 62454512

Née à Cagliari (Italie) le 5 février 1984
Nationalité italienne

SITUATION STATUTAIRE

ATER en Droit public à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

POSITION PRÉCÉDENTE

Doctorante avec allocation de doctorat (équivalent doctorante contractuelle) dans l'Ecole doctorale de Droit et Economie – section de Droit public comparé de l'Université de Sienna (cycle XXVI) et dans l'Ecole doctorale Sciences juridiques et politiques (ED 67) de l'Université Aix-Marseille.

DIPLÔME EN COURS

DU « Certificat » d'Etudes juridiques comparatives à l'Université Aix-Marseille, sous la direction de M. le Professeur Guy SCOFFONI et M.me le Professeur Christine CHAIGNE.

LANGUES

Italien (langue maternelle)

Français (lu, écrit, parlé)

Anglais (lu, écrit, parlé)

Espagnol (lu)

FORMATION ET DIPLÔMES

2014

Doctorat en Droit public, avec une thèse de droit constitutionnel comparé sur « Les interventions des tiers porteurs d'intérêts collectifs dans le procès constitutionnel incident en Italie et en France » sous la direction de M. le Professeur Xavier PHILIPPE (Aix-Marseille Université) et M.me la Professeure Tania GROPPPI (Université de Sienna), en cotutelle avec l'Université de Sienna.

2012

Participation en tant qu'auditeur, du 1er Octobre au 21 décembre, aux cours du Master 2 *Droit public approfondi – Parcours Droits fondamentaux* à l'Université Aix-Marseille et obtention d'une attestation de participation.

2011

Admission à l'Ecole doctorale Sciences juridiques et politiques (ED 67) de l'Université Aix-Marseille, pour la préparation d'une thèse en cotutelle avec l'Université de Sienna.

2011

Nomination de « Cultore » (jeune chercheur chargé d'assistance aux examens) en Droit public à l'Université de Sienne pour le cours et les examens de Droit public de M.me la Professeure Tania GROPPI.

2010

Admission à l'Ecole doctorale de Droit et Economie – section de Droit public comparé, de l'Université de Sienne (cycle XXVI) avec une allocation de doctorat.

2010

Inscription dans le Registre spécial des avocats stagiaires du Barreau de Cagliari (Italie).

2010

Nomination de « Cultore » (jeune chercheur chargé d'assistance aux examens) en Droit constitutionnel à l'Université de Cagliari pour les cours et les examens de Droit constitutionnel et de *Governance* européenne et protection des droits de M. le Professeur Gianmario DEMURO.

2009

Master en Droit (« Laurea specialistica in Giurisprudenza », équivalant au M2) à l'Université de Cagliari, avec un mémoire en Droit constitutionnel intitulé « Il diritto costituzionale globale » (« Le droit constitutionnel global »), sous la direction de M. le Professeur Gianmario DEMURO.

Mention : 110/110 *cum laude*.

2009

Bourse d'étude de l'Université de Cagliari pour un séjour de recherche de trois mois auprès la *John Marshall Law School* à Chicago (USA), pour la préparation du mémoire de Master.

2007

Licence en Droit (« Laurea triennale in Giurisprudenza ») à l'Université de Cagliari avec un mémoire intitulé « Elezioni primarie: le recenti esperienze in Francia e in Italia » (« Les élections primaires : les récentes expériences en France et en Italie »), sous la direction de M. le Professeur Gianmario DEMURO.

Mention : 110/110 *cum laude*

2005/06

Bourse d'étude de l'Union européenne dans le cadre du programme Socrates-Erasmus pour une période d'étude de sept mois à l'Université Paris XII (aujourd'hui Université Paris Est – Creteil).

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

2014-2015

Conférences de méthode en Organisation constitutionnelle et politique de l'Etat à l'IEP d'Aix-en-Provence sous la direction de M. le Professeur André ROUX.

2014

Travaux dirigés dans l'*Erasmus Summer school « Europe, Regions and Human Rights »* à l'Université de Cagliari.

Présentation de la *lecture « The legal recognition of same-sex couples in Europe »* (en Anglais).

2014

Travaux dirigés en Droit constitutionnel (L1) à l'Université Aix-Marseille sous la direction de M. le Professeur Roland DEBBASCH.

2013

Travaux dirigés dans l'*Erasmus Summer school « Europe, Regions and Human Rights »* à l'Université de Cagliari.

Présentation de la *lecture « War Crimes, Transitional Justice and Amnesty Laws: Making Justice vs Building Peace »* (en Anglais).

2012

Séminaires dans le cadre du Master de II niveau (BAC +6) « *Governance multilivello: la gestione integrata delle politiche pubbliche* » à l'Université de Cagliari.

2012

Travaux dirigés dans l'*Erasmus Summer school « Europe, Regions and Human Rights »* à l'Université de Cagliari.

Présentation de la *lecture « Universalism, Regionalism and National Identity: the ECtHR margin of appreciation doctrine »* (en Anglais).

2010-2013

Tuteur pour le cours d'Institutions de droit public (Faculté d'économie) de M.me la Professeure GROPPi, à l'Université de Sienne.

2010/11

Séminaires de Droit constitutionnel dans le cadre des activités complémentaires du cours de Droit constitutionnel de M. le Professeur DEMURO, à l'Université de Cagliari.

2010/11

Examens oraux sous la direction de M. le Professeur DEMURO à l'Université de Cagliari (Droit constitutionnel, *Governance* européenne et protection des droits).

PUBLICATIONS

• **Articles de revue :**

1. QPC et interventions des tiers : le débat contradictoire entre garantie des droits de la défense et utilité des *amici curiae*, à paraître in Revue française de droit constitutionnel, n° 103, 2014 ;
2. Cour Européenne et Cour Interaméricaine des droits de l'homme : de l'influence au dialogue ? (avec T. Groppi), in Revue française de droit constitutionnel, n° 100, 2014 ;
3. L'omogenitorialità davanti alla Corte di Strasburgo: il lento ma progressivo riconoscimento delle famiglie con due padri o due madri, in GenIus, n° 2/2014 ;
4. Las referencias recíprocas entre la Corte Europea y la Corte Interamericana de Derechos Humanos: ¿de la influencia al diálogo?, in Revista de derecho público, n° 80, 2014, p. 85 et à paraître in H. Fix Zamudio, Diego Valadés, Héctor Fix-Fierro y Miguel Carbonell (dir), *Estado constitucional, derechos humanos, justicia y vida universitaria*, en homenaje al Dr. Jorge Carpizo, UNAM, Mexico, 2014 ;
5. Les références mutuelles entre la Cour Européenne et la Cour Interaméricaine des droits de l'homme : de l'influence au dialogue ? (avec T. Groppi), in L. R. Basta Fleiner, T. Marinkovic (dir.), *Key Developments in Constitutionalism and Constitutional Law - on the Occasion of the 30th Anniversary of the IACL*, Eleven International Publishing, 2014, p. 171 ;
6. L'obiezione di coscienza al matrimonio same-sex: un'opzione ammissibile? Riflessioni a partire dalla pronuncia del Conseil constitutionnel, in Rassegna di Forum dei Quaderni costituzionali, n° 11/2013 ;
7. La QPC tra rivoluzione ed eccezione: la concretezza del controllo a posteriori a tre anni dalla sua introduzione, in Rivista AIC, n° 3/2013 ;
8. Le citazioni reciproche tra la Corte europea e la Corte interamericana dei diritti dell'uomo: dall'influenza al dialogo? (avec T. Groppi), in Federalismi, n° 19/2013 et à paraître in L. Mezzetti, V. Piergigli, L. Melica, Studi in onore di Giuseppe deVergottini ;
9. Same-sex unions in Italy: a European obligation?, in C. Benlloch Domènech, P- J. Pérez Zafrilla, J. Sarrión Esteve (cur.), *Current social and legal challenges for a changing Europe*, Comares, 2013 ;
10. L'intervention dans le cadre du contrôle *a posteriori* de la loi en droit français et italien, in Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger, n° 2/2013 ;
11. L'intervento del terzo portatore di interessi collettivi nel giudizio incidentale, tra funzione collaborativa e legittimazione del giudice costituzionale. Una comparazione tra Italia e Francia, in Diritto Pubblico Comparato ed Europeo n° 1/2013 ;
12. L'allargamento del contraddittorio ai soggetti portatori di interessi collettivi nel giudizio incidentale : qualche riflessione a partire dall'esperienza francese, in Bocconi legal papers n° 1/2013 ;
13. L'Associazione delle nazioni asiatiche sud-orientali adotta la prima Dichiarazione dei diritti umani: l'alba di un nuovo sistema regionale di tutela dei diritti?, in IANUS - International Journal of Law and Finance (Revue de l'Université de Sienne), n° 7/2012 ;
14. La comparaison en tant que méthode de détermination du standard de protection des droits dans le système CEDH, in Rivista AIC, n° 4/2011 ;

15. Le coppie di persone dello stesso sesso in Francia: dai Pacs alla sentenza sul *mariage homosexuel*, in IANUS - International Journal of Law and Finance (Revue de l'Université de Sienna), n° 4/2011.

• **Communications dans actes de colloques :**

1. QPC et interventions des tiers : le débat contradictoire entre garantie des droits de la défense et utilité des *amici curiae*, dans les *Actes du Congrès de Lyon*, en ligne sur www.droitconstitutionnel.org ;
2. La comparaison en tant que méthode de détermination du standard de protection des droits dans le système CEDH, in *Actes du Congrès de Nancy*, en ligne sur www.droitconstitutionnel.org.

• **Commentaires et notes de jurisprudence :**

1. La Corte europea pone un altro mattone nella costruzione dello statuto delle unioni omosessuali: le coppie di persone dello stesso sesso non possono essere ritenute inadeguate a crescere un figlio, in Forum di Quaderni costituzionali, n° 3/2013;
2. *Vive la Corrida!* Il *Conseil* fa salva la "tradizione locale" come eccezione all'applicazione della norma penale, in Forum di Quaderni costituzionali, Rassegna n° 12/2012;
3. Sul *mariage homosexuel* deciderà il Legislatore. Alcune riflessioni sulla decisione del *Conseil constitutionnel* a confronto con Corte cost. n. 138/2010. (Nota alla sentenza del *Conseil constitutionnel*, decisione n. 2010-92 del 28 gennaio 2011), in Diritto Pubblico Comparato ed Europeo n° 2/2011;
4. Il *Conseil* inizia a delineare i caratteri del controllo di costituzionalità successivo: l'interpretazione secondo diritto vivente e la discrezionalità del legislatore nelle questioni etiche, in Forum di Quaderni costituzionali, 19 avril 2011.

• **Chroniques constitutionnelles à la revue DPCE online:**

1. ECOWAS. L'avvio del processo all'ex dittatore del Ciad Hissene Habré rischia di essere compromesso a seguito di una pronuncia della Corte dell'ECOWAS, in DPCE online n° 1/2011.
2. Niger. Approvata il 31 ottobre la nuova Costituzione. Il 31 gennaio si sono svolte le prime elezioni presidenziali e politiche, in DPCE online n° 1/2011.
3. Francia. Il *Conseil constitutionnel* afferma che il mancato insegnamento delle lingue regionali non viola diritti e libertà garantiti dalla Costituzione, in DPCE online n° 3/2011.
4. Sudan del Sud. È nato il Sudan del Sud, Stato sovrano a partire dal 9 luglio 2011, in DPCE online n° 4/2011.
5. Marocco. Approvata tramite referendum la nuova costituzione, proposta da Mohammed VI, in DPCE online n° 4/2011.
6. Francia. Il *Conseil constitutionnel* dichiara irricevibile una QPC direttamente rimessa da un ricorrente, ridefinendo le norme sull'accesso in caso di inerzia dei giudici del rinvio, in DPCE online n° 2/2012.
7. Francia. Il *Conseil constitutionnel* conferma la costituzionalità della contestata procedura per la presentazione della candidature alle presidenziali, in DPCE online n° 2/2012.
8. Mali. Sospende la Costituzione a seguito di un colpo di Stato militare e avviato un difficile processo di transizione democratica, in DPCE online n° 2/2012.

• **Commentaires dans le blog de Droit constitutionnel *Diritti comparati* (www.diritticomparati.it):**

1. L'adozione in seno ad una coppia omosessuale registra il primo successo davanti alla Corte di Strasburgo: "due padri" o "due madri" non possono essere ritenuti inidonei a crescere un figlio, in *Diritti comparati*, www.diritticomparati.it, 11 avril 2013;
2. Se la proposta di legge è "a lunga conservazione": il Senato francese approuve un'altra *loi mémorielle*, votata dall'Assemblée nationale oltre dieci anni prima, in *Diritti Comparati*, www.diritticomparati.it, 22 février 2013;
3. Consensus européen, qui est celui? L'individuazione del *consensus standard* da parte della Corte Edu tra interprétation évolutive e marge d'appréciation, in *Diritti Comparati*, www.diritticomparati.it, 28 novembre 2011.

COMMUNICATIONS ORALES

1. « The legal recognition of same-sex couples in Europe. The matter of the introduction, the matter of the interstate recognition », séance de cours dans la *Summer school* « Europe, Regions and Human Rights », Cagliari, 29 juillet 2014 ;
2. « QPC et interventions des tiers : le débat contradictoire entre garantie des droits de la défense et utilité des *amici curiae* », communication présentée au IX^{ème} Congrès de l'AFDC, Lyon, 26-28 juin 2014 ;
3. « Mariages homosexuels et objection de conscience : protéger les consciences contre la loi ou la loi contre les consciences ? », communication présentée au IX^{ème} Congrès mondial de droit constitutionnel de l'IACL-AIDC, Oslo, 16-20 juin 2014 ;
4. « War Crimes, Transitional Justice and Amnesty Laws: Making Justice vs Building Peace », séance de cours dans la *Summer school* « Europe, Regions and Human Rights », Cagliari, 22 juillet 2013;
5. « Same-sex unions in Italy: a European obligation? », communication au *Workshop pour jeunes chercheurs* « *Current challenges for a changing Europe* », Valencia, 27-28 juin 2013;
6. « L'intervento del terzo portatore di interessi collettivi nel giudizio incidentale. Una comparazione tra Italia e Francia », communication présentée au *Premier colloque pour les doctorants en droit public* organisé par le "Gruppo di Pisa", Scilla, 21 septembre 2012;
7. « Universalism, Regionalism and National Identity: the ECtHR Margin of Appreciation Doctrine », séance de cours dans la *Summer school* « Europe, Regions and Human Rights », Cagliari, 26 juillet 2012;
8. « L'intervention des tiers porteurs d'intérêts collectifs dans le contrôle de constitutionnalité par voie incidente », communication présentée à la *Première journée de la Jeune recherche en droit constitutionnel*, Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 24 février 2012 (prix de la meilleure communication et proposition pour la publication à la RDP);
9. « La comparaison en tant que méthode de détermination du standard de protection des droits dans le système CEDH », communication présentée au *Congrès de l'AFDC*, Nancy, 16-18 juin 2011.

(Janvier 2015)